

TIC-TAC HEBDO

L'hebdomadaire d'informations et d'actualités du groupe de presse TIC-TAC, basé à Goma, au Nord-Kivu.

PRIX 2500 Fc

- Instauration de la paix et la sécurité dans les zones libérées par l'AFC/M23 : Le General Major SULUTANI MAKENGA rassure.
- Education : Situation économique difficile à Goma, les écoles Kami et Ushindi se joignent aux parents réassure WEMA BASEME Kelvin

Groupe de Presse TIC-TAC 02, Avenue Bunia, Quartier Murara (derrière Instigo,) Goma, Nord-Kivu Tél. : +243 994 054 675 Email :stickrdc@gmail.com



Corneille Nangaa :

Trajectoire d'un technocrate devenu acteur central des recompositions politiques congolaises



Lubero : Six mois de gouvernance coutumière sous le signe de l'action, le mwami Ndayake Mikundi Kyembwa isse Kanyere dresse un bilan largement positif.



Social :

Me Nelly MBANGU LUMBULUMBU honorée pour son engagement dans la défense des droits humains



L'IVRESSE AU VOLANT A LA BASE DES ACCIDENTS ROUTIERS A GOMA ET L'ASSAINISSEMENT DES MAISONS DE FABRICATION DE L'ALCOOL LOCAL, VERITABLE COMBAT DU MAIRE KATEMBO NDALIENI JULIEN



ÉDITORIAL

RDC : Le temps d’un projet national

La République démocratique du Congo ne manque ni de talents ni de ressources. Elle manque d’un projet national clair.

Depuis des décennies, la vie politique congolaise oscille entre gestion de crises et recompositions permanentes. Chaque échéance électorale redéfinit les alliances,

chaque tension sécuritaire reconfigure les priorités, chaque réforme annoncée semble suspendue à des calculs immédiats. Mais un État ne se construit pas dans la réaction. Il se construit dans la vision.

La question essentielle n’est plus celle des équilibres politiques du moment. La question est celle du cap.

Quel modèle d’État voulons-nous ? Une administration performante ou un appareil bureaucratique lent et fragmenté ? Une économie d’extraction ou une économie de transformation ? Une démocratie d’affrontements ou une démocratie de projets ?

À l’Est, la crise sécuritaire rappelle que la souveraineté ne peut être un slogan. Elle exige une armée restructurée, une diplomatie cohérente et une stratégie régionale assumée. À Kinshasa, la gouvernance doit dépasser la logique de coalition pour entrer dans celle de performance institutionnelle.

La RDC possède des atouts stratégiques majeurs : position géographique centrale en Afrique, ressources critiques pour la transition énergétique mondiale, démographie dynamique. Mais ces atouts ne produiront pas de prospérité sans une architecture politique stable et crédible.

Un projet national implique trois piliers

fondamentaux :

- 1. La consolidation institutionnelle** Des institutions fortes, indépendantes, capables de résister aux cycles politiques.
- 2. La transformation économique locale** Passer de l’exportation brute à la valeur ajoutée nationale.
- 3. La confiance citoyenne** Sans transparence et redevabilité, aucune réforme ne tiendra.

La jeunesse congolaise ne réclame pas des discours héroïques. Elle réclame des résultats mesurables, une justice équitable et un horizon économique tangible.

Le moment est venu de sortir de la politique de court terme. Le moment est venu d’assumer un leadership stratégique.

La RDC n’a pas besoin d’une simple alternance. Elle a besoin d’une orientation.

L’histoire ne demande pas qui aura occupé le pouvoir. Elle retiendra qui aura su tracer une direction.

Paulin Kibando
Directeur des publications
TIC-TAC HEBDO

L’IVRESSE AU VOLANT A LA BASE DES ACCIDENTS ROUTIERS A GOMA ET L’ASSAINNISSEMENT DES MAISONS DE FABRICATION DE L’ALCOOL LOCAL, VERITABLE COMBAT DU MAIRE KATEMBO NDALIENI JULIEN



Depuis le début du mois de Janvier 2026, le maire de Goma sous l’administration du mouvement AFC/ M23 KATEMBO NDALIENI Julien s’est investi dans la lutte contre le banditisme urbain à travers régulièrement la lutte contre la consommation du chanvre et les boissons fortement alcoolisées produites localement dans sa juridiction. Dans ses différentes descentes et réunions, meetings populaires et autres activités de routine, l’hôtel de ville a insisté à maintes reprises sur des aspects qui tentent de nuire le bon fonctionnement des institutions ainsi que les bonnes mœurs de certains jeunes et c’est entre autre la consommation abusivement des boissons fortement alcoolisées ainsi que le chanvre et autres stupéfiants. Pour ce qui concerne l’ivresse au volant en ville de Goma qui est sa juridiction officielle, l’autorité urbaine a été mise au parfum de la situation qui cadre avec la circulation routière dont le bilan est totalement alarmant avec un bilan de huit accidents graves enregistrés en l’espace d’une seule semaine. Ce bilan de ces

incidents routiers hebdomadairement répertoriés a été présenté lors du conseil urbain de sécurité en présence des cadres de la mairie ainsi que le commandant de la police de circulation routière. Pour l’autorité urbaine, les éléments de la police de circulation routière devront à tout prix se

mettre au travail et réactiver leur système de TEST ALCOOL pour les conducteurs des taxis bus et véhicules du transport en commun et que toutes les personnes reconnues coupables pour leurs faits seront sévèrement punis selon les lois de la république. Pour rappel, depuis la libération de la ville de Goma par le mouvement AFC/M23, la ville connaît plusieurs accidents malgré les appels lancés par les éléments de la circulation routière mais aussi des multiples et interpellations formulées par les autorités chargées de règlementer le travail des véhicules des particuliers engagés sur la chaussée ainsi que les conducteurs des taxis bus pour le transport en commun.

Marty Dacruz OLEMBA

NKOLO MBOKA

Vin Naturel

ye ndeeeo!!!

330ml 12%

COMMUNE DE LA NSELE, MPASA 1 - MIKONGA, QUARTIER BEL AIR, AVENUE NGALAMUME N 2; TEL: +243 810 700 334 / +243 976 407 773



SEMI-PORTRAIT

Corneille Nangaa : trajectoire d'un technocrate devenu acteur central des recompositions politiques congolaises

Figure majeure et controversée de la scène politique congolaise contemporaine, ****Corneille Nangaa Yobeluo****, né le 9 juillet 1970 à Bogboya, incarne à lui seul les tensions, les fractures et les dynamiques de transformation qui traversent la République démocratique du Congo (RDC). Ancien président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et aujourd'hui associé à l'Alliance Fleuve Congo (AFC), il demeure au cœur des débats sur la gouvernance, la légitimité institutionnelle et la souveraineté nationale.

Formation et trajectoire technocratique

Diplômé en économie de l'Université de Kinshasa, Corneille Nangaa s'est d'abord imposé comme technicien des processus électoraux. Avant son engagement direct dans la sphère politique congolaise, il a collaboré avec plusieurs organisations internationales, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES).

Son expertise l'a conduit à participer à l'organisation et à l'observation de processus électoraux dans plusieurs pays africains, dont le Ghana, le Burundi, le Niger, le Gabon et le Kenya. Cette expérience lui a conféré une réputation de spécialiste des mécanismes électoraux, dans un continent où la crédibilité des scrutins demeure un enjeu majeur.

La CENI et l'épreuve de 2018

Nommé en 2015 à la tête de la CENI, Corneille Nangaa occupe alors un poste

stratégique dans un contexte politique particulièrement sensible. Les élections générales de décembre 2018 marquent un tournant historique en RDC, avec la première alternance pacifique du pouvoir depuis l'indépendance.

Cependant, le scrutin est entaché d'accusations de fraude et de manipulation des résultats. Des institutions nationales et des observateurs internationaux remettent en question la conformité des résultats proclamés. Nangaa reconnaîtra plus tard avoir pris des décisions visant, selon ses propres termes, à « préserver la stabilité nationale ». Cette déclaration alimente encore aujourd'hui les débats sur la frontière entre pragmatisme politique et respect strict de la volonté populaire.

Rupture politique et repositionnement stratégique

Après son mandat à la CENI, Corneille Nangaa tente un repositionnement politique en créant en 2023 le mouvement « Action pour la Dignité du Congo et de son Peuple » (ADCP). Son discours s'oriente alors vers une critique frontale de la gouvernance en place et des orientations stratégiques du pouvoir central.

Dans un contexte de tensions croissantes à l'Est du pays, Nangaa se rapproche progressivement de l'Alliance Fleuve Congo (AFC), une coalition politico-militaire incluant le mouvement M23. Ce rapprochement marque une rupture radicale avec son passé institutionnel.

Le gouvernement congolais l'accuse alors de collusion avec des intérêts étrangers, notamment rwandais, accusation qu'il conteste. Cette nouvelle posture le place au centre d'un débat national sur la

souveraineté, la sécurité et la nature des alliances régionales.

Entre symbole de contestation et facteur de polarisation

Pour certains, Corneille Nangaa incarne une contestation structurée face à un pouvoir perçu comme centralisateur. Pour d'autres, il représente une dérive préoccupante vers la politisation des conflits armés.

Son parcours illustre une trajectoire singulière : celle d'un technocrate électoral devenu acteur direct d'une recomposition politico-militaire. Cette évolution soulève des interrogations profondes :

- * La légitimité politique peut-elle se reconstruire hors des institutions ?
 - * La contestation armée peut-elle prétendre à une alternative politique durable ?
 - * La RDC traverse-t-elle une phase de mutation institutionnelle ou une crise prolongée de gouvernance ?
- Une figure au cœur des recompositions congolaises

Corneille Nangaa demeure aujourd'hui une personnalité clivante. Ni simple opposant, ni uniquement technocrate déchu, il représente un symptôme des fractures internes de l'État congolais.

À travers son parcours, c'est toute la question de la consolidation démocratique, de la gestion des conflits et de la construction d'un leadership crédible qui se pose.

Est-il un acteur de rupture annonçant une nouvelle phase politique ?
Ou l'expression d'une crise structurelle persistante ?

Le débat reste ouvert.

Instauration de la paix et la sécurité dans les zones libérées par l’AFC/M23 : Le General Major SULUTANI MAKENGA rassure.



SUD-KIVU

Le chef d’état-major général de l’Armée Révolutionnaire Congolaise (ARC), branche militaire du mouvement AFC/M23, le général-major Sultani Makenga, a réaffirmé la nécessité de maintenir la discipline et l’engagement au sein de ses troupes lors d’une rencontre tenue à Bukavu, dans le Sud-Kivu.

Cette réunion s’est déroulée en marge de la commémoration du premier anniversaire de la prise de la ville de Goma par les forces du mouvement, communément appelées « les Lions de Sarambwe ».

Un processus encore « long et exigeant »

Dans son allocution, le général Makenga a souligné que le processus qu’il qualifie de « libération » demeure inachevé. Selon lui, le chemin à parcourir pour parvenir à une pacification totale de la République démocratique du Congo reste long et exigeant.

Il a insisté sur la nécessité de renforcer la cohésion sociale dans les zones sous contrôle de l’AFC/M23, appelant les cadres administratifs et politico-militaires à collaborer étroitement avec la population ainsi qu’avec les services de sécurité.

Appel à la vigilance et à la discipline

Le chef militaire a exhorté ses partisans à faire preuve de vigilance et de discipline, estimant que le contexte actuel impose rigueur et sens des responsabilités.

« Nous sommes toujours en guerre », a-t-il déclaré, invitant ses troupes à se comporter avec la détermination et la retenue qu’exige, selon lui, la situation sécuritaire.

Il a également mis en garde contre ce qu’il a décrit comme les « distractions » et a appelé à maintenir une posture de mobilisation permanente.

Lutte contre le tribalisme et les antivaleurs

Au-delà de l’aspect militaire, le général

Makenga a insisté sur la nécessité de combattre les antivaleurs, notamment le tribalisme, qu’il considère comme un facteur de division nationale. Il a plaidé pour la promotion du vivre-ensemble dans les zones sous administration du mouvement.

Selon ses propos, chaque citoyen vivant dans ces zones devrait contribuer activement à la préservation de la paix et à la consolidation d’un environnement sécuritaire.

2026 annoncée comme une année décisive

En conclusion, le chef de l’ARC/M23 a affirmé que l’année 2026 serait « déterminante », évoquant une période de travail intense et de défis majeurs pour le mouvement.

Il a présenté cette échéance comme une étape importante dans la construction d’un État qu’il souhaite « fort, uni et prospère ».

****Marty Dacruz OLEMB****

Education : Situation économique difficile à Goma, les écoles Kami et Ushindi se joignent aux parents réassurance WEMA BASEME Kelvin

Ça fait déjà une année que la ville de Goma est occupée par le mouvement Révolutionnaire AFC/M23 et ce avec toutes les conséquences.

Sur le plan économique, la fermeture des banques et de l'aéroport international de Goma impacte négativement sur le vécu quotidien de plus d'un habitant de la capitale touristique de la RDC.

1 an plus tard, les parents ont du mal de s'acquitter des frais scolaires pour leurs enfants suite à la conjoncture économique incertaine.

Cet état de chose a des répercussions négatives sur la scolarité de ceux qui sont censés diriger ce pays dans un futur proche, ce pour éviter cet adage si la jeunesse savait la vieillesse pouvait.

Dans certaines écoles, les responsables exigent les frais scolaires uniquement en devise étrangère, refusant ainsi la monnaie locale et pour des cas exceptionnels au taux de 3000fc pour 1dollars américains, ce qui est une situation anormale et perte pour les parents qui ont du mal de tenir les deux bouts du mois.

Soucieux de l'avenir des enfants Congolais en cette période exceptionnelle, les écoles Kami et Ushindi se joignent aux réalités actuelles en se joignant aux difficultés des parents rassure WEMA BASEME Kelvin coordonnateur de ces institutions en ville de Goma.

A l'en croire, au Sein des écoles qu'il dirige toute monnaie utilisable dans la capitale touristique de la RDC est acceptée et si c'est en devise locale, le taux du jour est



d'application et même le paiement par mobile money mais également par virement bancaire.

WEMAN BASEME Kelvin précise que le fait pour les écoles Kami et Ushindi d'accepter ce type de paiement est une manière de compatir avec les parents en ce moment où la situation économique est catastrophique et que celui qui amène les frais scolaires est une personne à encourager.

« Au sein des écoles Kami et Ushindi, nous mettons en priorité l'éducation des enfants et non l'argent car ils sont l'avenir de ce pays et

devront assurer les grandes responsabilités ».

Chez nous, nous encourageons les parents qui nous amène de l'argent, peu importe le mode de paiement suite à la conjuncture économique qui n'est pas bonne pour nous tous.

Que ça soit même par mobile money ou par virement bancaire, nous acceptons malgré la perte liée au frais de retrait "

Guellord Risasi

Incendie au Quartier Mapendo à Goma et drame dans le carré minier de Rubaya en territoire de Masisi : BAHATI MUSANGA Erasto, Gouverneur AFC/M23 du Nord Kivu au chevet des victimes.



Incendie à Goma et drame minier à Rubaya : le gouverneur Bahati Musanga Erasto au chevet des victimes

Le gouverneur de la province du Nord-Kivu sous l'administration de l'AFC/M23, Bahati Musanga Erasto, s'est rendu au secours d'une soixantaine de familles victimes d'un violent incendie survenu dans la nuit du mardi au mercredi 28 janvier 2026 sur l'avenue Burungu, au quartier Mapendo, dans la zone commerciale communément appelée « Birere », à Goma.

Le sinistre a ravagé plus de quarante ménages, réduisant en cendres habitations et biens de valeur. Des familles entières se sont retrouvées sans abri, contraintes de passer la nuit à la belle étoile. Malgré l'ampleur des dégâts matériels, aucune perte en vies humaines n'a été signalée, selon les informations recueillies sur place.

Une assistance matérielle immédiate



Aussitôt informé de l’incident, le gouverneur provincial s’est déplacé sur les lieux afin d’exprimer sa solidarité aux victimes et d’évaluer la situation. Dans un geste d’assistance directe, il a procédé à la remise de matériaux de reconstruction et de vivres : chaque famille sinistrée a reçu 20 tôles, 10 sacs de ciment ainsi que des sacs de riz.

Lors de son intervention, l’autorité provinciale a insisté sur la nécessité d’améliorer l’aménagement urbain dans cette zone densément peuplée. Il a notamment appelé les services de l’urbanisme, de l’habitat et du cadastre à s’impliquer davantage dans la réouverture et la structuration des voies

d’accès reliant les différentes avenues. Selon lui, une meilleure organisation de l’espace urbain permettrait de limiter la propagation des incendies et de faciliter l’intervention rapide des secours.

Cap sur Rubaya après un drame minier

Dans le cadre d’une mission d’itinérance consacrée à la prise en charge des populations affectées par divers incidents récents, le gouverneur Bahati Musanga Erasto s’est ensuite rendu à Rubaya, dans le territoire de Masisi.

Cette localité a été frappée par un grave

éboulement dans un carré minier artisanal, à la suite de fortes pluies qui se sont abattues sur la zone. Selon plusieurs sources locales, plus de 400 personnes auraient été ensevelies sous les décombres. De son côté, le gouvernement congolais avance un bilan provisoire d’au moins 200 victimes.

Le déplacement du gouverneur visait à apporter un soutien moral aux familles touchées par ce drame et à constater l’ampleur des dégâts. Les proches des victimes vivaient déjà dans une grande détresse au moment de son arrivée.

Annonce de mesures sécuritaires renforcées

Profitant de cette visite, le chef de l’exécutif provincial a annoncé l’intention de renforcer les dispositifs de sécurité autour des exploitations minières artisanales de la région. L’objectif affiché est de prévenir de nouveaux accidents et d’assurer une meilleure protection des travailleurs opérant dans ces sites souvent exposés aux risques d’effondrements et d’intempéries.

Ces deux interventions successives illustrent, selon ses collaborateurs, la volonté du gouverneur d’intervenir dans différents domaines lorsque la situation l’exige, afin de répondre aux urgences humanitaires et sécuritaires affectant la population de Goma et l’ensemble de la province.

****Josué BULONFU****

Lubero : Six mois de gouvernance coutumière sous le signe de l’action, le mwami Ndayake Mikundi Kyembwa isse Kanyere dresse un bilan largement positif.

Six mois après son installation officielle à la tête de la chefferie de Batangi, dans le nord du territoire de Lubero, le mwami Ndayake Mikundi Kanyere a livré à Goma un bilan qu’il qualifie lui-même de résolu tourné vers l’action et les résultats, soulignant l’appui constant des populations locales qui, selon lui, ont été au cœur de chaque avancée enregistrée depuis sa prise de fonctions, dans un contexte marqué par de nombreux défis structurels et sociaux, tout en mettant en avant des réalisations concrètes telles que la modernisation progressive des voiries longtemps enclavées, la résolution de conflits communautaires persistants et la relance de la pisciculture, considérée comme un levier essentiel pour la sécurité alimentaire et l’économie locale.

Médiation, développement local et gouvernance de proximité
Au-delà des infrastructures et des initiatives économiques, le mwami Ndayake Mikundi Kanyere s’est illustré par un style de gouvernance axé sur l’écoute, la concertation et la recherche de solutions durables, affirmant sa volonté de travailler pour une cause noble en s’attaquant aux multiples problèmes qui affectent le quotidien des habitants de Batangi, une approche qui a permis d’apaiser plusieurs tensions locales dans une région souvent secouée par des



conflits internes, tout en renforçant la confiance entre l’autorité coutumière et la population, qu’il appelle à rester mobilisée autour d’un projet commun de cohésion et de progrès.
Sécurité fragile et rôle clé de l’autorité coutumière dans la résilience locale
Malgré ce bilan encourageant, la chefferie de Batangi, à l’image de l’ensemble du territoire de Lubero, demeure confrontée à une insécurité persistante marquée par des attaques récurrentes de groupes armés, une réalité qui limite l’impact des efforts de

développement et maintient les communautés dans la peur, faisant du rôle du mwami non seulement un acteur de gouvernance locale mais aussi un pilier de médiation et de résilience, dont les initiatives apparaissent comme une tentative essentielle de stabilisation et de reconstruction sociale dans une région où l’autorité Coutumière reste un maillon indispensable entre l’État, les forces de sécurité et les populations civiles.

Josué Bulonfu bin Mikendero

Social : Nelly MBANGU LUMBULUMBU honorée pour son engagement dans la défense des droits humains



Activiste des droits humains de longues dates dans la région des grands lacs, Nelly Lumbulumbu a été couronnée, le jeudi 22 janvier, du Prix franco-allemand de la défense des droits humains 2025. Ce prix lui a été décerné en reconnaissance de son

engagement continu pour la promotion et le respect des droits humains en République démocratique du Congo, selon elle. A cette occasion, la lauréate a dédié ce prix à tous ses collègues défenseurs des droits humains qui œuvrent, chacun à sa manière, dans un

environnement fragile et complexe, où les droits de l'homme sont bafoués et marqués par les affres de la guerre à répétition dans l'Est de la République démocratique du Congo. « Tout en lançant un message aux victimes des conflits armés dont les droits sont violés, surtout dans la partie Est de la RDC et dans d'autres coins du pays, j'appelle mes collègues défenseurs des droits humains à travailler davantage afin que les droits de l'homme soient respectés », a fait savoir Nelly Mbangulu Lumbulumbu. Ce Prix franco-allemand de la défense des droits humains a été décerné à Nelly Lumbulumbu, originaire de la ville de Goma, actuellement sous l'occupation des rebelles de l'AFC-M23, et aujourd'hui déplacée de guerre dans la capitale congolaise. Cette distinction intervient dans un contexte particulier dans l'Est de la République démocratique du Congo, où les droits humains sont bafoués par les groupes armés et la rébellion de l'AFC-M23.

Anselme SYANGOMA

Parc National des Virunga, les environnementalistes du Nord Kivu jugent positif les efforts fournis dans la protection de la biodiversité et les écosystèmes.



Dans un entretien avec votre rédaction en début de semaine, les membres de la société civile de la thématique environnement et protection de la nature et des écosystèmes ne cessent de saluer les avancées observées dans le cadre de la protection des aires protégées au sein du

parc National des Virunga, site du patrimoine mondial proclamé par l'UNESCO. Maître Corneille SEMAKUBA, l'un de ces leaders sociaux du secteur précise que la faune et la flore du PNVI demeurent la richesse des congolais et des nombreux étrangers soucieux de contempler les attractions touristiques de ce site du patrimoine mondial qui regorge des gorilles de montagne, des singes et autres espèces d'animaux introuvables partout au monde ainsi qu'autres caractéristiques des plantes qui ne cessent d'accorder à la RDC et à la région une valeur ajoutée dans le monde environnemental et touristique. Pour le cas spécifique et particulier du Parc National des Virunga, cet environnementaliste se réjouit des efforts fournis dans le cadre de la protection des écosystèmes malgré l'occupation du parc par plusieurs groupes armés qui font peur aux espèces en voie de disparition, la lutte aussi contre le braconnage, la carbonisation appelée communément Makala et la pêche illicite sur

le Lac Edouard qui fait face d'ailleurs à des pratiques illicites avec l'usage des mailles ne répondant pas aux normes exigées. En dehors fournis dans ce secteur, Maître Corneille SEMAKUBA salue l'endurance de l'institut congolais pour la conservation de la nature, ICCN en sigles qui reste déterminé à faire du Parc National des Virunga, Pnvi un véritable carrefour touristique malgré les différentes menaces de la faune et la flore et du Lac Edouard un meilleur centre de ravitaillement en ressources halieutiques particulièrement le Tilapia fortement consommé tant sur l'étendue du territoire national qu'à l'étranger avec en toile de fond la lutte commune contre l'exploitation du pétrole non seulement au sein du Pnvi mais aussi au sein du Lac Edouard. Pour lui, cette lutte est une preuve éloquente d'une gestion rationnelle des écosystèmes et de la biodiversité de ce site du patrimoine mondial.

Marty Dacruz OLEMBA



MINI QUINCAILLERIE « LES AMIS ».
POUR TOUS VOS MATERIELS DE
CONSTRUCTION, PLOMBERIE,
ELECTRICITE ET AUTRES
L'ADRESSE C'EST CHEZ DONATIEN
VERS KIBABI EN DIAGONAL DES
VOLCANS DE BIRERE.

La paix ne se proclame pas, elle se construit, révèle Claude IBALANKY, ancien ambassadeur itinérant du président Félix TSHISEKEDI TSHILOMBO.



GOMA

Claude Ibalanky à Goma : entre démarche personnelle et questionnement national

L'ancien ambassadeur itinérant du Président de la République, Claude Barush Ibalanky, a été reçu ce samedi 31 janvier 2026 à Goma par les autorités de l'AFC/M23. Une visite qui, au-delà de sa dimension protocolaire, suscite interrogations et débats dans un contexte politique et sécuritaire particulièrement sensible.

Dès son arrivée, l'ancien diplomate a tenu à clarifier sa position : il ne vient ni adhérer au mouvement AFC/M23, ni s'y engager politiquement. Il affirme agir dans le cadre d'une initiative personnelle visant, selon ses propres termes, à « contribuer à mettre fin à l'hémorragie » que connaît la région orientale du pays.

Cette déclaration, loin d'être anodine, intervient dans un moment où chaque déplacement et chaque prise de position publique sont scrutés avec attention. Claude Ibalanky insiste : il n'est l'émissaire d'aucune autorité et ne représente aucune structure officielle dans cette démarche.

Un parcours marqué par l'engagement politique

Figure connue de la scène politique congolaise, Claude Ibalanky revendique un engagement de longue date contre ce qu'il qualifie d'injustice, de dictature et de

mauvaise gouvernance. Il rappelle son parcours aux côtés du Président Félix Antoine Tshisekedi depuis 2016, qu'il présente comme un engagement fondé sur l'espérance d'un Congo plus fort et fidèle à l'idéal porté par le docteur Étienne Tshisekedi wa Mulumba.

Ancien coordonnateur du mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération dans la région des Grands Lacs, il souligne avoir contribué aux efforts de pacification dans l'Est de la République démocratique du Congo. À ce titre, il affirme avoir multiplié les contacts diplomatiques et consolidé des canaux de dialogue avec des partenaires régionaux et internationaux.

Une visite aux implications multiples

Sa présence à Goma, ville au cœur des tensions sécuritaires actuelles, ne peut être dissociée du contexte politique global. Si Claude Ibalanky évoque une initiative personnelle, la portée symbolique de cette démarche demeure forte.

Dans un climat où la confiance entre les institutions nationales et certains acteurs politico-militaires est fragile, tout geste de dialogue est perçu soit comme une tentative de médiation, soit comme un repositionnement stratégique.

Cette visite soulève ainsi une question plus large :

La crise à l'Est peut-elle être résolue sans initiatives transversales impliquant des acteurs issus de différents horizons politiques ?

Entre fidélité politique et responsabilité nationale

Présenté comme un fidèle du courant tshisekediste, Claude Ibalanky se retrouve aujourd'hui dans une posture délicate : maintenir son engagement idéologique tout en affirmant agir dans l'intérêt supérieur de la nation.

Au-delà des déclarations individuelles, cet épisode illustre la complexité du moment politique que traverse la RDC. Les lignes ne sont plus figées. Les équilibres évoluent. Les initiatives personnelles prennent parfois une dimension nationale.

Dans une région marquée par des années de conflit, chaque tentative de contact, de médiation ou de rapprochement mérite d'être analysée avec lucidité et responsabilité.

La paix durable ne se décrète pas. Elle se construit par des actes, des dialogues et une vision partagée.

****La Rédaction****